



Délibération n° 2025-10-12/16

Nombre de membres

En exercice : 31

Présents : 21

Votants : 27

L'an deux mille vingt-cinq

et le 10 décembre 2025, à 18 heures 30,

le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, salle polyvalente de Cazilhac

Date de la convocation : le 04/12/2025

Date de l'affichage : 04/12/2025

Présents :

AGONES : RIGAUD Véronique

BRISSAC : COPIN France

CAZILHAC : ROUVIERE Christian, COMPAN Pierre

GANGES : CANARD Bruno, CAUMON Bernard, FRATISSIER Michel, FABRIER Gérard, VIALA Antoinette

GORNIES : POVREAU Joël

LAROQUE : RICOME Géralde, TRICOU Julien

MONTOULIEU : CHAFIOL Guilhem

MOULES ET BAUCELS : CÉLÉRIER Daniel, MOLIERES Jean-François

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : MOTARD Anne-Marie

SAINT JULIEN DE LA NEF : FAIDHERBE Lucas

SAINT MARTIAL : JUTTEAU Françoise

ST ROMAN DE CODIERES : VILLARET Luc

SUMENE : GEORGES Coralie, LAMBERT Lucas

Absents représentés :

CAZILHAC : SERVIER-CANAC Magali par COMPAN Pierre

GANGES: HOST Benoît par CAUMON Bernard

SANTNER Muriel par FABRIER Gérard

LAROQUE : CIRIBINO Pierrick par TRICOU Julien

AGRANIER Mary-José par RICOME Géralde

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : ALLE Oscar par CHAFIOL Guilhem

Absents :

GANGES : CHANTON Bruno, FINO Sophie

SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : BURDIN Jean

SUMENE : CASTANIER Pascale

Objet n°16: Modification statutaire de la SPL Territoire 34

La Communauté de communes a été saisie par la Société Publique Locale TERRITOIRE 34 d'un projet de modification de ses statuts, afin de permettre son intervention en faveur du développement des énergies renouvelables ainsi que de l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments publics sur le territoire du département de l'Hérault. L'objet social de la SPL doit donc permettre cette possibilité, ainsi que la prise de participation au capital de sociétés qui interviendraient dans les champs d'activités précités.

La modification de l'article 2 - Objet des statuts vise ainsi à compléter le contenu de l'objet social afin de l'adapter à l'activité de la société. Il serait ainsi rédigé :

« La société pourra, exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire géographique :

- Développer des opérations d'aménagement à vocation de logements, d'activité, de commerce, de tourisme, de culture et de loisirs et à cet effet, procéder aux acquisitions immobilières

Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20251211-D-20251210-16-DE
Date de réception préfecture : 15/12/2025

et foncières, y compris par voie d'expropriation, réaliser ou faire réaliser tous travaux d'aménagement, céder ou mettre en location les immeubles ;

- Dans le cadre de conventions appropriées, réaliser la construction de tout équipement public, en assurer la gestion ;
- Promouvoir, coordonner, étudier et mettre en œuvre toutes initiatives propres à favoriser le déploiement d'énergies nouvelles et la maîtrise de l'énergie ;
- Exercer toute activité d'intérêt général comme réaliser des études, assurer des conduites d'opérations ou être mandataire, participer aux actions destinées à assurer la solidarité territoriale, contribuer aux politiques publiques de ses actionnaires dans les domaines de l'aménagement, du développement économique, culturel, social et touristique et de la réalisation d'équipements publics ainsi que toute activité à caractère environnemental.

À cet effet, la société passera toute convention appropriée avec ses actionnaires, et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

Elle pourra, en outre, réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Elle pourra également, dans le respect du régime juridique spécifique des SPL, prendre toute participation au capital de sociétés intervenant dans les champs d'activités précités. »

Conformément à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales en tant qu'actionnaire de la SPL TERRITOIRE 34 le conseil communautaire doit préalablement autoriser l'élu représentant la collectivité au sein des assemblées générales à prendre part au vote portant sur la modification de l'objet social.

Vu l'alinéa 3 de l'article L.1524.1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la modification de l'objet social des sociétés d'économie mixte,

Vu l'article L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la SPL TERRITOIRE 34,

Vu le projet de modification des statuts,

Considérant que sous peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale sur la modification portant sur l'objet social, ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification,

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil de communauté :

- **APPROUVE** le projet de modification des statuts de la SPL TERRITOIRE 34

- **AUTORISE** le représentant de la Communauté de communes aux assemblées générales de la SPL TERRITOIRE 34 à voter cette modification.

Pour extrait conforme,
Ganges, le 11 décembre 2025

Le Président,
Michel FRATISSIER.



Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20251211-D-20251210-16-DE
Date de réception préfecture : 15/12/2025